



Conseil économique et social

Distr. générale
3 juillet 2002
Français
Original: anglais

Session de fond de 2002

New York, 1er-26 juillet 2002

Point 14 h) de l'ordre du jour

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme :
Instance permanente sur les questions autochtones

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa première session (New York, 13-24 mai 2002)

Table des matières

Paragraphes Page

Première partie*

- I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention
 - A. Projets de décision
 1. Création du secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones
 2. Comptes rendus analytiques des séances publiques de l'Instance permanente sur les questions autochtones
 3. Date et lieu de la deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones
 4. Réunions supplémentaires de l'Instance permanente sur les questions autochtones
 - B. Questions portées à l'attention du Conseil économique et social
 1. Collecte d'informations par le système des Nations Unies
 2. Santé
 3. Droits de l'homme
 4. Développement économique et social
 5. Éducation et culture
 6. Environnement
 7. Enfants et jeunes
 8. Code de conduite

* La première partie a été publiée séparément sous la cote E/2002/43 (Part I)/Add.1-E/CN.19/2002/3 (Part I)/Add.1.



Deuxième partie

II. Introduction	33–35	3
III. Débat général	36–46	3
IV. Examen des activités du système des Nations Unies concernant les questions autochtones : débat interactif	47–76	4
V. Plan de travail de l'Instance	77–81	7
VI. Organisation de la session	82–90	7
A. Ouverture et durée de la session	82–86	7
B. Participation	87	8
C. Élection du bureau	88	8
D. Ordre du jour	89	8
E. Documentation	90	8
VII. Adoption du rapport	91–94	8

Annexes

I. Participation		9
II. Documentation		12

Deuxième partie

Chapitre II Introduction

33. Par sa résolution 2000/22, le Conseil économique et social a décidé de créer, en tant qu'organe subsidiaire du Conseil, une instance permanente sur les questions autochtones, composée de 16 membres, dont huit seraient proposés par les gouvernements et élus par le Conseil, et huit désignés par le Président du Conseil après consultation en bonne et due forme avec le Bureau et les groupes régionaux par le truchement de leurs coordonnateurs, en tenant compte de la diversité et de la répartition géographique des populations autochtones du monde ainsi que des principes de transparence, de représentativité et d'égalité des chances pour toutes les populations autochtones, notamment des processus internes, le cas échéant, et des processus locaux de consultation autochtones – tous les membres siégeant à titre personnel en tant qu'experts indépendants sur les questions autochtones, pour une période de trois ans, et pouvant être réélus ou redésignés pour une autre période (pour la composition actuelle de l'Instance permanente, voir A/56/3/Add.4).

34. Le Conseil a décidé également que les États, les organismes et organes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil pouvaient participer aux réunions de l'Instance permanente en qualité d'observateurs. Il a décidé en outre que les organisations des populations autochtones pouvaient également y participer en qualité d'observateurs selon les modalités qui ont été retenues au Groupe de travail de la Sous-Commission de la population et de la protection des droits de l'homme sur les populations autochtones.

35. Le Conseil a décidé que l'Instance permanente serait un organe consultatif du Conseil, chargé d'examiner les questions autochtones relevant du mandat du Conseil en matière de développement économique et social, de culture, d'environnement, d'éducation, de santé et de droits de l'homme. Pour s'acquitter de son mandat, l'Instance permanente :

a) Fournira des conseils spécialisés et des recommandations sur les questions autochtones au

Conseil ainsi qu'aux programmes, fonds et institutions des Nations Unies, par le biais du Conseil;

b) Fera oeuvre de sensibilisation et encouragera l'intégration et la coordination des activités relatives aux questions autochtones au sein du système des Nations Unies;

c) Élaborera et diffusera des informations sur les questions autochtones.

Chapitre III Débat général

36. L'Instance s'est penchée sur le point 5 de l'ordre du jour à ses 2e, 3e, 8e, 9e et 15e séances, les 13, 14, 16, 17 et 22 mai 2002.

37. À la 2e séance, le 13 mai, l'Instance permanente a entendu des déclarations de ses membres ci-après : Antonio Jacanamijoy, Njuma Ekundanayo, Ayitegau Kouevi, Yuji Iwasawa et Willie Littlechild.

38. À la même séance, les invités suivants ont fait une déclaration : Erica-Irene A. Daes, Présidente et Rapporteur du Groupe de travail sur les populations autochtones; Rigoberta Menchú Tum, Prix Nobel de la paix; Rodolfo Stavenhagen, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones; Parekura Horomia, Ministre des affaires Maori de la Nouvelle-Zélande; Victoria Tauli-Corpuz, Présidente du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones; et Jørgen Waever Johansen, Ministre du logement et de l'infrastructure du Gouvernement autonome du Groenland.

39. À la 3e séance, le 14 mai, les membres suivants de l'Instance permanente ont fait une déclaration : Otilia Lux de Coti, Wayne Lord, Marcos Matias Alonso, Zinaida Strogalschikova, Parshuran Tamang, Mililani Trask, Ida Nicolaisen et Fortunato Turpo Choquehuanca.

40. À la 8e séance, le 16 mai, l'Instance permanente a entendu une déclaration des membres suivants : Willie Littlechild et Mililani Trask.

41. À la même séance, les observateurs des États et des organisations ci-après ont fait une déclaration : Brésil, Association russe des peuples autochtones du

Nord, Inuit Circumpolar Conference, Conseil oecuménique des Églises, Norvège (au nom des pays nordiques), Conseil national des métis (Canada), IPAAC/Tamaynut, Algonquins du Lac Barrière, Canada, International Indigenous Youth Conference, CAPAJ, Nepal Tamang Ghedung, Pueblo of Laguna, Cordillera Peoples Alliance, Saami Council et Aboriginal and Torres Strait Islander Commission.

42. À la même séance également, le Haut Commissaire adjoint aux droits de l'homme a fait une déclaration.

43. À la 9e séance, le 17 mai, Willie Littlechild, membre de l'Instance permanente, a fait une déclaration.

44. À la même séance, les observateurs des États et des organisations ci-après ont fait une déclaration : Ainu Association of Sapporo, Belize (au nom de la Communauté des Caraïbes), Teton Sioux Nation Treaty Council, Curyung Tribal Council – Alaska, O'odham from Northern Sonora Mexico and Southern Arizona, L'Auravetl'an Indigenous Information Center, Guatemala, Interior Alliance, Te Kawau Maro, Organisation des femmes autochtones africaines (Soudan), Indigenous/Tribal Peoples Development Centre, Programme d'intégration et de développement du peuple pygmée, Alliance of Indigenous People for Sulawesi Tengah, Nations autochtones unies, Taungya, Tonatierra, Torres Strait Regional Authority, Australie, Voices for Peace, American Indian Law Alliance, Indigenous Caucus de l'Union mondiale des aveugles, Équateur, Asian Indigenous and Tribal Peoples Network, Parlement Saami en Norvège et Partnership for Indigenous People Environment.

45. À la 15e séance, le 22 mai, Willie Littlechild, membre de l'Instance permanente, a fait une déclaration.

46. À la même séance, l'Instance a entendu des déclarations des observateurs des États et organisations ci-après : Asia Indigenous Peoples Pact, Programme de bourses du Haut Commissariat aux droits de l'homme, Conseil international de traités indiens, Fidji, Groupe de travail international pour les questions autochtones, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Indian Confederation of Indigenous and Tribal Peoples, Asociación Napguana, Indigenous Peoples Survival Foundation, Chirapaq Taller Permanente de Mujeres Indígenas de Peru, Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee, American Indian Community

House, Congress of Aboriginal Peoples, Indigenous Peoples and Nations Coalition, Association of the Indigenous Peoples of the Ryukyus, Alifuru Organization, Nación Mapuche, Shimin Gaikou Centre, Chin Human Rights Organization, Indigenous Information Network, Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones, Asociacion Peru Corazón, Ambedkar Center for Justice and Peace, Japon, Netherlands Centre for Indigenous Peoples.

Chapitre IV

Examen des activités du système des Nations Unies concernant les questions autochtones : débat interactif

47. L'Instance permanente a examiné le point 6 de son ordre du jour de sa 3e à sa 8e séance, de sa 11e à sa 14e séance, et à sa 18e séance, du 14 au 16 mai, les 20, 21 et 24 mai 2002.

Développement économique et social

48. À la 3e séance, le 14 mai, les représentants de l'OIT, du PNUD et de l'UNITAR ont fait une déclaration.

49. À la 4e séance, le 14 mai, l'Instance permanente a entendu des déclarations des représentants du Programme des Nations Unies pour les établissements humains et de la Banque mondiale. Le débat qui a suivi a donné l'occasion à l'Instance permanente d'entendre des déclarations des membres suivants : Ida Nicolaisen, Zinaida Strogalschikova, Ayitegau Kouevi, Yuji Iwasawa, Antonio Jacanamijoy, Willie Littlechild, Parshuram Tamang, Mililani Trask et Njuma Ekundanayo. Des déclarations ont également été faites par les représentants de l'UNITAR, du PNUD, de l'OIT et de la Banque mondiale.

50. À la même séance, l'Instance permanente a également entendu des déclarations de l'observateur du Mexique et des observateurs des organisations suivantes : Conseil oecuménique des Églises, Ralliement national des Métis, L'Auravetl'an Indigenous Information Center, Conseil international des traités indiens, Movement for the Survival of the Ogoni People, Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica, Taller de Historia

Oral Andina, Taungya, Tonatierra, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action (Chili), Asociación NAPGUANA, Asia Indigenous Peoples Pact, Aboriginal and Torres Strait Islander Commission.

51. À la 5e séance, le 15 mai, l'Instance permanente a entendu les observateurs des États et des organisations ci-après : Voices for Peace, Canada, Saami Council, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Cordillera Peoples' Alliance, Peace Campaign Group, Fondation Tebtebba, Servicios para el Desarrollo Valle del Mezquital, Asian Indigenous and Tribal Network, Indian Law Resource Center et Danemark. Des déclarations ont également été faites par Rigoberta Menchú Tum, invitée d'honneur, et Guillermo Guevara, sénateur, Parlement du Venezuela.

52. À la même séance, le Haut Commissaire adjoint aux droits de l'homme a fait une déclaration.

53. À la même séance, M. Antonio Jacanamijoy, membre de l'Instance permanente, a résumé le débat sur le thème du développement économique et social.

Environnement

54. À la 5e séance, le 15 mai, les représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique ont fait des déclarations sur l'environnement. Le débat qui a suivi a permis à l'Instance permanente d'entendre ses membres ci-après : Parshuram Tamang, Marcos Matias Alonso, Fortunato Turpo Choquehuanca, Ida Nicolaisen, Antonio Jacanamijoy, Mililani Trask, Willie Littlechild, Zinaida Strogalschikova et Wayne Lord. Des déclarations sur ce thème ont également été faites par les représentants du PNUE, du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du PNUD et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

55. À la même séance des déclarations ont été faites par les observateurs de la CAPAJ et de la Fondation Tebtebba.

56. À la 6e séance, le 15 mai, des déclarations ont été faites par Willie Littlechild, membre de l'Instance, et Rigoberta Menchu Tum, invitée d'honneur.

57. À la même séance, des déclarations sur le thème de l'environnement ont été faites par les observateurs

des organisations suivantes : Comminidade Poapiu Novo Yanouaun, Teton Sioux Nation Treaty Council, Asia Indigenous Peoples Pact, Inuit Circumpolar Conference et Saami Council (déclaration commune), Foundation for Aboriginal and Islander Research Action, Aboriginal and Torres Strait Islander Commission, Haudenosaunee, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Asociación NAPGUANA, Perú Corazón Yachay Wasi, Asociación de Criadores de Camelidos Andinos del Perú (ACRICAR), Zazao Environmental Rights Organization, United Indigenous People of Salasacas-Ecuador, Cordillera Peoples' Alliance, Indigenous Peoples and Nations Coalition, 7th Generation Fund, JOHAR, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Simba Maasai Outreach Organization (Kenya) et FAO.

58. Toujours à la même séance, M. Parshuram Tamang, membre de l'Instance, a fait une déclaration résumant le débat tenu sur le thème de l'environnement.

Santé

59. À la 6e séance, le 15 mai, des déclarations sur le thème de la santé ont été faites par les observateurs du Canada et de l'Organisation Chin pour les droits de l'homme.

60. À la 7e séance, le 16 mai, des déclarations sur le thème de la santé ont été faites par les observateurs des organisations ci-après : Comité de la santé autochtone, Unissons-nous pour la promotion de Batwa, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action, Siksika Nation, Conseil international des traités indiens, Servicios para el Desarrollo, IPAAC/Tamaynut, Taller de Historia Oral Andina, Haudenosaunee, CONADI, Alliance Aymara, Organisation panaméricaine de la santé et Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Les membres ci-après de l'Instance ont participé au débat qui a suivi : Willie Littlechild, Ida Nicolaisen, Fortunato Turpo Choquehuanca, Mililani Trask, Njuma Ekundanayo, Otilia Lux de Coti, Wayne Lord et Parshuram Tamang. Des déclarations ont également été faites dans ce contexte par les représentants de l'Organisation interaméricaine de la santé et du FNUAP.

61. À la 8e séance, le 16 mai, Mme Mililani Trask, membre de l'Instance, a fait une déclaration résumant le débat tenu sur le thème de la santé.

Éducation et culture

62. À la 11e séance, le 20 mai, des déclarations sur le thème de l'éducation et de la culture ont été faites par des représentants de l'UNESCO et de l'UNICEF. Les membres ci-après de l'Instance ont pris la parole dans le cadre du débat qui a suivi : Mme Ida Nicolaisen, M. Fortunato Turpo Choquehuanca, M. Yuji Iwasawa, Mme Otilia Lux de Coti, M. Ayitegan Kouevi, M. Parshuram Tamang, Mme Zinaida Strogalschikova, M. Yuri Boitchenko, M. Willie Littlechild, Mme Mililani Trask et Mme Njuma Ekundanayo. Des déclarations ont également été faites dans ce contexte par les représentants de l'UNESCO et de l'UNICEF.

63. Toujours à la même séance, des déclarations ont ensuite été faites par les observateurs des organisations ci-après : Education International, Nama First Indigenous Peoples Forum in Namibia, IPAAC/Tamaynut, Taller de Historia Oral Andina, Aboriginal and Torres Strait Islander Commission (déclaration commune), Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Conseil oecuménique des églises, Asociación de Criadores de Camelidos de la Región del Perú, Indigenous Peoples and Nations Coalition, Association of Limbu Shamans, Nepal Tamang Ghedung, Quichua Student Organization from Amazonia Ecuador, Alaska University et Comunidade Yanomami.

64. Toujours à la même séance, Willie Littlechild, membre de l'Instance, a fait une déclaration.

65. À la 12e séance, le 20 mai, des déclarations sur le thème de l'éducation et de la culture ont été faites par les observateurs des organisations suivantes : Ethnic Minority and Indigenous Rights Organization of Africa, Servicios para el Desarrollo, Saginaw Chippewa Indian Tribe of Michigan and Central Michigan University, CAPAJ, Parlamento Indigena de America-Venezuela, Chirapaq-Taller Permanente de Mujeres Indígenas, Tinhinan, Te Kawau Maro et Asociación Quechua Ayllu Âzangan Perú. Le représentant de l'UNESCO est également intervenu.

66. À la même séance, Njuma Ekundanayo, membre de l'Instance, a fait une déclaration résumant le débat tenu sur le thème de l'éducation et de la culture.

67. Toujours à la même séance, des déclarations ont été faites par Fortunato Turpo Choquehuanca et Otilia Lux de Coti, membres de l'Instance.

Droits de l'homme

68. À la même séance, des déclarations sur le thème des droits de l'homme ont été faites par les représentants du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de l'OIT. Les membres ci-après de l'Instance ont pris la parole dans le cadre du débat qui a suivi : Yuji Iwasawa, Mililani Trask, Zinaida Strogalschikova, Willie Littlechild, Ayitegan Kouevi, Yuri Boitchenko et Otilia Lux de Coti.

69. À la même séance, une déclaration a été faite par le Haut Commissaire adjoint aux droits de l'homme.

70. Toujours à la même séance, des déclarations ont été faites par les observateurs des États et des organisations suivantes : Canada, Inuit Circumpolar Conference, Naga Peoples Movement for Human Rights, Consejo Indio de Sud America (CISA), Foundation for Aboriginal and Islander Research Action (déclaration commune) et Aboriginal and Torres Strait Islander Commission.

71. À la 13e séance, le 21 mai, des déclarations ont été faites par Mme Ida Nicolaisen, M. Parshuram Tamang et M. Ayitegan Kouevi, membres de l'Instance.

72. À la même séance, des déclarations sur le thème des droits de l'homme ont été faites par les observateurs des États et organisations ci-après : OMPI, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Core Manipur, Servicios para el Desarrollo, Aboriginal and Torres Strait Islander Commission, Hmong International Human Rights Watch, Indigenous Peoples and Nations Coalition, Ka Lahui Hawaii, Chin Human Rights Organization, Innu Council of Nitassinan, Indian Law Resource Center, Banque mondiale, CAPAJ, Finlande, Sovereign Dineh Nation, Alifuru Organization, Coordinating Body of Indigenous Organizations in the Amazon Basin, Asociación de Mujeres Quechua Ayllu, Asia Indigenous Peoples Pact, Comunidad Indigena de Hecho Pai-Pai de Jamau, Consultoría de los Pueblos Indígenas en el Norte de Mexico, Comunidad Indigena Kumiai San Jose de la Zorra, Italie, International Work Group for Indigenous Affairs, Teton Sioux Nation Treaty Council, Working Group of the African Commission for Human and Peoples Rights for Indigenous People/Communities, Nación Mapuche, Conseil international de traités indiens, Comunidade Yanomami, Fédération de Russie, Parlamento Indigena de America-Venezuela, Chili, Ououdag a Nation (Heron Clan).

73. À la 14e séance, le 21 mai, des déclarations sur le thème des droits de l'homme ont été faites par les observateurs des États et organisations ci-après : Association des Nations Unies/États-Unis, Wittenberg Center for Alternative Resources, Christian Foundation for West Papua Indigenous Community Development, African Indigenous and Minority Peoples Organization, États-Unis, Saami Council, Mapu Domuche Newen, Haudenosaunee, Nepal Tamang Ghedung, Norvège, Committee in Support of the Mapuche People, Community Research and Development Services (CORDS), Tanzanie, Native Foundation for Self-Determination San Andres Islands, Association of Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East of the Russian Federation, Itelmen Council of Kamchatka, Coordinadora Nacional Indigena y Compesina (CONIC-Guatemala), Suède, Council of Katmai Descendants, Altay Regional Public Organization of the Kumandin People, Movimiento de Unificacion y Lucha Triqui Oaxaca, Organisation des femmes autochtones d'Afrique.

74. À la même séance, le représentant du Chili a exercé son droit de réponse.

75. Toujours à la même séance, M. Ayitegan Kouevi, membre de l'Instance, a fait une déclaration résumant le débat tenu sur le thème des droits de l'homme.

Mesures prises par l'Instance

76. À sa 18e séance, le 24 mai, l'Instance, lors de l'adoption de son projet de rapport (E/CN.19/2002/CRP.1 à 8), a identifié plusieurs propositions, objectifs, recommandations et domaines d'action futures envisageables que, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, elle a prié les États, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les peuples autochtones, le secteur privé et les ONG de l'aider à mettre en oeuvre (voir chap. I, sect. B).

Chapitre V

Plan de travail de l'Instance

77. L'Instance a examiné le point 7 de son ordre du jour à ses 15e et 16e séances, le 22 mai 2002.

78. À la 15e séance, le 22 mai, des déclarations ont été faites par M. Parshuram Tamang et M. Antonio Jacanamijoy, membres de l'Instance.

79. À la même séance, des déclarations ont été faites par les observateurs du Danemark et de la Suisse.

80. À la 16e séance, le 22 mai, des déclarations ont été faites par M. Wayne Lord et Mme Njuma Ekundanayo, membres de l'Instance.

81. À la même séance, des déclarations ont été faites par les observateurs des États et des organisations ci-après : Indigenous Caucus (déclaration commune), Parlamento Indigena de America, Haudenosaunee, Core Manipur, Indonésie, Te Kawau Maro et Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i (déclaration commune), Nouvelle-Zélande, CAPAJ (déclaration commune), Congress of Aboriginal Peoples, Regional Action Group for the Environment, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action (déclaration commune), National Aboriginal and Islander Services Secretariat (déclaration commune), Aboriginal and Torres Strait Islander Commission (déclaration commune), Centre for International Indigenous Legal Studies Project (University of British Columbia), Saami Council and Inuit Circumpolar Conference (déclaration commune), Indigenous Peoples Centre for Documentation, Research and Information, Fédération de Russie, Asociación Nacional Indigena Salvadorenna, Alaska University, Organización Gonawindva Taronno Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie, Inuit Youth International, Aymara Alliance, Asia Indigenous Caucus (déclaration commune), American Indian Law Alliance, Canada, Abya Yala Fund for Indigenous Rights, Maasai Education Discovery, Movement for the Survival of Ogoni People and Sovereign Dineh Nation (déclaration commune), Tebtebba Foundation, ANCAP-Tamaynut, Taller de Historia Oral Andina, Fundacion Achuar « Ecologica Kapawi », Kaweshkar Project for Indigenous People, Chili, Asociación Regional Aborigen del DIKES (Costa Rica), Indigenous Caucus (déclaration commune), Myanmar.

Chapitre VI

Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

82. L'Instance permanente sur les questions autochtones a tenu sa première session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 13 au 24 mai 2002. Elle a tenu 18 séances (séances 1 à 18).

83. À la 1re séance, le 13 mai, la Vice-Secrétaire générale a prononcé l'ouverture de la session. Lors de la cérémonie d'inauguration, la parole a été donnée à Tadodaho Sid Hill, chef spirituel des Haudenosaunee, qui a souhaité la bienvenue aux participants selon les formes traditionnelles.

84. À cette même séance, des déclarations ont été faites par les personnalités suivantes: la Vice-Secrétaire générale; Ivan Šimonović, Président du Conseil économique et social; l'Administrateur du PNUD; la Directrice exécutive du Centre des Nations Unies pour les établissements humains; Saoudata Aboubacrine, des peuples autochtones touaregs, en qualité de représentant des jeunes autochtones; et la Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme.

85. À la 17e séance, le 24 mai, le Secrétaire général s'est adressé à l'Instance.

86. Lors de cette même séance, Ole Henrik Magga, Président de l'Instance a fait une déclaration.

B. Participation

87. Ont participé à la session les membres de l'Instance et des représentants des Gouvernements, des organes des Nations Unies, ainsi que d'organisations non gouvernementales et d'organisations autochtones. La liste des participants figure à l'annexe I.

C. Élection du bureau

88. À la 1re séance, le 13 mai, Ole Henrik Magga a été élu Président par acclamation; Njuma Ekundanayo, Antonio Jacanamijoy, Pashuram Tamang et Mililani Trask ont été élus Vice-Présidents; et Willie Littlechild a été élu Rapporteur.

D. Ordre du jour

89. À sa 2e séance, le 13 mai, l'Instance a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document E/CN.19/2002/1, tel que modifié oralement, comme suit:

1. Ouverture de la session.
2. Élection du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.

4. Organisation des travaux.
5. Débat général.
6. Examen des activités du système des Nations Unies concernant les questions autochtones : débat interactif.
7. Travaux futurs de l'Instance permanente.
8. Adoption du rapport.

E. Documentation

90. La liste des documents dont l'Instance était saisie à sa première session est reproduite à l'annexe II au présent rapport.

Chapitre VII Adoption du rapport

91. À sa 18e séance, le 24 mai, le Rapporteur a présenté le projet de rapport de l'Instance sur les travaux de sa première session (E/CN.19/2002/CRP.1 à 8).

92. À cette même séance, des déclarations ont été faites par les observateurs représentant l'Indigenous Caucus, le Danemark et le PNUD, et par Erica-Irene A. Daes, Présidente et Rapporteur du Groupe de travail sur les populations autochtones.

93. Toujours à cette même séance, le Secrétaire de l'Instance a lu une déclaration au sujet des incidences sur le programme et le budget du projet de décision I, relatif à l'établissement du secrétariat de l'Instance (voir le chapitre I, sect. A).

94. À cette même séance, l'Instance a adopté le projet de rapport, comprenant quatre projets de décisions adressés au Conseil économique et social pour adoption (voir chap. I, sect. A) et a approuvé un certain nombre de propositions, d'objectifs, de recommandations et de domaines d'action futurs possibles identifiés par l'Instance (voir le chapitre I, sect. B).

95. En outre, à cette même séance, des déclarations ont été faites par Ole Henrik Magga, Président de l'Instance, et par Ivan Šimonović, Président du Conseil économique et social. Puis a été prononcée la clôture de la première session.

Annexe I

Participation

Membres

Marcos Matias Alonso (Mexique), Yuri Boitchenko (Fédération de Russie), Fortunato Turpo Choquehuanca (Pérou), Otilia Lux de Coti (Guatemala), Njuma Ekundanay (République démocratique du Congo), Yuji Iwasawa (Japon), Ayitegan Kouevi (Togo), Willie Littlechild (Canada), Wayne Lord (Canada), Ole Henrik Magga (Norvège), Ida Nicolaisen (Danemark), Zinaida Strogalschikova (Fédération de Russie), Parshuman Tamang (Népal), Antonio Segundo Jacanmijoy Tisoy (Colombie), Mililani Trask (États-Unis d'Amérique)

États Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs

Afrique du Sud, Australie, Canada, Chili, Chine, Croatie, Équateur, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, Guatemala, Îles Salomon, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Malaisie, Mexique, Myanmar, Nauru, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Venezuela.

États non Membres représentés par des observateurs

Suisse

Organes et institutions spécialisées des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales

Banque mondiale, Commission européenne, Fonds des Nations Unies pour la population, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Aboriginal and Torres Strait Islander Commission, American Indian Law Alliance, Commission des Églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Églises, Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos (CAPAJ), Consejo Indio de Sud America, Education International, Foodfirst Information and Action Network, Conseil des points cardinaux, Franciscans International, Grand Conseil des Cris, Indian Law Resource Center, Indigenous Peoples of Africa, Association du monde indigène, Conférence circumpolaire inuit, Innu Council of Nitassinan, Conseil international des traités indiens, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, International Presentation Association, Société internationale pour les peuples menacés, Groupe de travail international des affaires autochtones, Liberation, Loretto Community, Mandat international, Ralliement national des métis, Minnesota Advocates for Human Rights, Minority Rights Group

International, National Aboriginal and Torres Straits Islanders Legal Services Secretariat, Rights and Democracy, Russian Association of Indigenous Peoples of the North, Conseil same, Centre Shimin Gaikou, Wittenberg Center for Alternatives Resources, YACHAY WASI, Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines

Nations, organisations et groupes autochtones et autres organisations

Advocacy Project, African Indigenous and Minority Peoples Organization, African Indigenous Women Organization in Sudan, Agencia Internacional de Prensa Indígena, Ainu Association of Sapporo, Alaska Federation of Natives, Alifuru Organization of Maluku (Molukues), Algonquins of Barriere Lake, Almaciga, Arman Board Sulawesi Tengah Indonesia, Altay Regional Public Organization of the Kumandin People, Ambedkar Center for Justice and Peace, American Friends Service Committee, American Indian Community House, American Psychological Association, Anglican Indigenous Network, Anglican Consultative Council, Arid Lands Institute, Asamblea Nacional Indígena Plural por la Autonomía, Asesor Internacional de la Asociación Regional Aborigen del DIKES, Asia Indigenous Peoples Pact, Asian Indigenous and Tribal Peoples Network, Askinuk Corporation, Asociación de Criadores de Camelidos Andinos de la Región J.C.M., Asociación Latinoamericana para los Derechos Humanos, Asociación de Mujeres Quechua Ayllu, Asociación Nacional Indígena Salvadoreña, Assembly of First Nations, Asociación coordinadora de Comunidades Indígenas de El Salvador, Association of Indigenous Peoples in the Ryukyus, Association of Limbu Shamans, Assyrian National Congress, Aukin Wallmapu Ngulam-Consejo de Todas las Tierras Mapuche, Australian Human Rights and Equal Opportunity Commission, Aymara Alliance, Butiani Traditional Council, Big Island Lake Cree Nation, Camara de Diputados-Congress of Mexico, Centre for Organization, Research and Education, Centro de Culturas Indias (Chirapaq), Centro Cultural Yuyariwai, Centro de Promoción para el Desarrollo Comunal Inti, Chickaloon Village, Chin Human Rights Organisation, Chirapaq Centro de Culturas Indígenas del Perú, Cmu-Saginaw Chippewa Indian Tribe, Comité de Apoyo al Pueblo Mapuche, Community Research and Development Services, Congregation of the Sisters of the Good Shepherd, Consultoria de los Pueblos Indígenas en el Norte de Mexico, Congress of Aboriginal Peoples, Consejo de Ancianos, Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica, Corporativa de Cafe Ollin, Cordillera Peoples Alliance, Corporación Arutum Amazónica 95, Cultural Survival, Curyung Tribal Council, Department of Alaska Native and Rural Development, Dewan Papua, Disenfranchised Cherokee International, DOCIP, Elizabeth Seton Foundation, Embajada Cultural Pueblos Indios, Ethnic Minority and Indigenous Rights Organization of Africa, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action, Four Worlds Development International, First Nations Adults and Higher Education Consortium, Flying Eagle Woman Fund, Friendship, Fundación Achuar « Ecológica Kapawi », Fundación Chiriap, Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena, Fundación Rigoberta Menchú Tum, General Board of Church and Society of the United Methodist Church, Grass Roots Women Worker's Center, Guyanese Organization of Indigenous Peoples, Habitat Pro Association, Harmony Coalition, Haudensaunee, Hawaii Institute for Human Rights, Indian Confederation of Indigenous and Tribal Peoples, International Native Tradition Interchange, Inuit Youth International, Jharkhandis Organization for Human Rights, Jumma Peoples Network in Europe, Land is Life, Legiao da Boa Vontade, L'Auravetl'an Indigenous Information Center, Maasai Education Discovery, Maasai Environmental Resource

Coalition, Mapu Domuche Newen, Mashpee Wampanoag Tribal Council, Mayan Culture, Mohawk Nation at Kahnawake, Monland Restoration Council, Movimiento Acción y Resistencia, Movimiento de Unificación y Lucha Triqui, Movement for the Survival of the Ogoni People, Mutualite Peoples, Hupacasath First Nation, Institute for Studies on Indigenous People and Underdevelopment, Instituto de Ingenieria de Manejo de Cuencas y Recursos Naturales, International Centre for Environmental Social and Policy Studies, Indigenous Cultural Promotion Center, Indigenous Peoples and Nations Coalition, Indigenous Peoples' Policy, Indigenous Peoples Survival Foundation, Indigenous Tribal Peoples' Development Center, Alliance de volontaires africaines pour le développement, Naga Peoples Movement for Peoples Rights, National Congress of American Indians, National Secretariat of Torres Strait Islander Organizations, Nederlands Centrum, Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawai'i, Nama First Indigenous Peoples Forum in Namibia, National Aboriginal Achievement Foundation, Native Afro Anglo Foundation for Vindication, Native American Aids Project, Native American Rights Fund, Navajo Nation Council, Nepal Indigenous Peoples Development and Information Services Center, Nepal Tamang Ghedung, Nishnawbe Aski Nation, Norwegian Broadcasting Corporation, Nrk Sami Radio, Ogiek Rural Integral Projects, O.I. Employee Leasing Inc., Native Leasing Services, Organization for the Survival II-Laikipiak Indigenous Maasai Group Initiatives, Organisation des volontaires acteurs de développement-action plus, Organización Mapuche-Aukin Wallmapu, Ngulam-Consejo de Todas las Tierras, Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti, Parlamento Indígena de America, Partnership for Indigenous Peoples Environment, Peace Campaign Group, Peru Quechua Art Association, Presidium Dewan Papua-Europe, Programme d'intégration et de développement du peuple Pygmée-Kivu, Protecting the Rights of Forest Peoples Rainforest Foundation, Pueblo of Laguna, Puente de Mujeres Mayas, Puñachizak, Quechua Community in New York (Hermanas de la Congregación de Buen Pastor), Regional Action Group for the Environment, Resurgimiento Ancestral Indígena Salvadoreño, Rural Women Environmental Protection Association (Rwepa), School Sisters of Notre Dame, Senado de la Republica Colombia, Servicios Para el Desarrollo, Shinnecock People, Sil International, Simba Maasai Outreach Organization, Siksika Healing's Wellness Centre, Sisters of Mercy of the Americas, Southern Mongolian Human Rights Information Center, ANCAP-Tamaynut, Taungya-Hill Tracts Ngo Forum, Tazzla Institute for Cultural Diversity, Te Kawau Maro, Teton Sioux Nation Treaty Council, Tinhinan Torres Strait Regional Authority, Totem Rythms, Tribal Link Foundation, Unissons-nous pour la promotion des Batwa, United Sherpa Association, Vivat International, Voices for Peace, Waubunowin - Mazipskwik Abenaki, Working Groups on Minorities in Southern Africa, Union mondiale des aveugles, Indigenous Committee, Yayasan Kristen Pelayanan Sosial, Masyarakat Indonesia.

Instituts universitaires et autres

Canisius College, Chung-Ang University, Columbia University, El Colegio de Sonora, Gonzaga University, Haskell Indian Nations University, Max Planck Institut, Muhlenberg College, Rhode Island College, University of Alaska Fairbanks, University of Auckland, University of Bergen, University of Central Michigan, University of Chicago, Université du Chili, Université de Copenhague, University of Essex, Universidade Estadual Paulista, Université de Giessen, University of Illinois, University of Minnesota, University Nacional De San Marcos, Université d'Oslo, Université de Tromsø, « Voices » Art Exhibition.

Annexe II

Documentation

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
E/CN.19/2002/1	Ordre du jour provisoire
E/CN.19/2002/2	Renseignements communiqués par le Groupe d'appui interorganisations pour l'Instance permanente sur les questions autochtones
E/CN.19/2002/2/Add.1	Renseignements communiqués par l'OMPI
E/CN.19/2002/2/Add.2	Renseignements communiqués par ONU-Habitat
E/CN.19/2002/2/Add.3	Renseignements communiqués par l'UNICEF
E/CN.19/2002/2/Add.4	Renseignements communiqués par le PNUD
E/CN.19/2002/2/Add.5	Renseignements communiqués par le HCR
E/CN.19/2002/2/Add.6	Renseignements communiqués par l'OMC
E/CN.19/2002/2/Add.7	Renseignements communiqués par l'UNESCO
E/CN.19/2002/2/Add.8	Renseignements communiqués par l'OMS
E/CN.19/2002/2/Add.9	Renseignements communiqués par le FNUAP
E/CN.19/2002/2/Add.10	Renseignements communiqués par l'UNITAR
E/CN.19/2002/2/Add.11	Renseignements communiqués par le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
E/CN.19/2002/2/Add.12	Renseignements communiqués par la Banque mondiale
E/CN.19/2002/2/Add.13	Renseignements communiqués par la FAO
E/CN.19/2002/2/Add.14	Renseignements communiqués par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
E/CN.19/2002/4	Note du Secrétariat transmettant les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones lors de ses consultations intersessions en mars 2002 et à sa quinzième session, tenue à Genève du 3 au 5 avril 2002
E/CN.19/2002/CRP.1 à 8	Projet de rapport
